# Grandeur de Yasser Arafat, par Gilles Deleuze

En cette année 2017, qui marque le centième anniversaire de la déclaration de Balfour, le 70ème anniversaire du plan de partition de la Palestine et le 35ème anniversaire des massacres de Sabra et Chatila, le Comité Action Palestine publie ce texte de Gilles Deleuze qui rend hommage à Yasser Arafat. Dans cet écrit qui date de 1983, le philosophe français définit sans hésitation le sionisme comme un mouvement politique dont le but est de faire disparaitre le peuple palestinien pour lui voler sa terre. En clair, c'est un génocide qui ne dit pas son nom, où « *l'extermination physique reste subordonnée à l'évacuation géographique* ». En se référant au colonialisme européen aux Etats-Unis qui a décimé les Indiens, Gilles Deleuze inscrit le colonialisme juif en Palestine dans la stratégie du capitalisme « à repousser ses limites » pour toujours aller plus loin dans l'exploitation du système. Si ce texte n'échappe pas à certains préjugés de l'époque, il a le grand mérite de poser les constantes de l'analyse. Il montre que le discours sioniste est resté inchangé, faisant des Palestiniens des terroristes et de leurs soutiens des antisémites. Le sionisme a toujours été radicalement violent, sa particularité est que cette violence est aujourd'hui l'expression de son affaiblissement durable. La philosophie de Gilles Deleuze est une philosophie de l'émancipation, de ce fait elle devait penser la centralité de la cause du peuple palestinien. **Comité Action Palestine**

---

Gilles Deleuze, septembre 1983

La cause palestinienne est d'abord l'ensemble des injustices que ce peuple a subies et ne cesse de subir. Ces injustices

dont les actes de violence, mais aussi les illogismes, les faux raisonnements, les fausses garanties qui prétendent les compenser ou les justifier. Arafat n'avait plus qu'un mot pour parler des promesses non tenues, des engagements violés, au moment des massacres de Sabra et Chatila : *shame*, *shame* (honte, honte).

On dit que ce n'est pas un génocide. Et pourtant c'est une histoire qui comporte beaucoup d'Oradour, depuis le début. Le terrorisme sioniste ne s'exerçait pas seulement contre les Anglais, mais sur des villages arabes qui devaient disparaître ; l'Irgoun fut très actif à cet égard (Deir Yassin). D'un bout à l'autre, il s'agira de faire comme si le peuple palestinien, non seulement ne devait plus être, mais n'avait jamais été.

Les conquérants étaient ceux qui avaient subi eux-mêmes le plus grand génocide de l'histoire. De ce génocide, les sionistes avaient fait un mal absolu. Mais transformer le plus grand génocide de l'histoire en un mal absolu, c'est une vision religieuse et mystique, ce n'est pas une vision historique. Elle n'arrête pas le mal ; au contraire, elle le propage, elle le fait retomber sur d'autres innocents, elle exige une réparation qui fait subir à ces autres une partie de ce que les Juifs ont subi (l'expulsion, la mise en ghetto, la disparition comme peuple). Avec des moyens plus « froids » que le génocide, on veut aboutir au même résultat.

Les Etats-Unis et l'Europe devaient réparation aux juifs. Et cette réparation, ils la firent payer par une peule dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'y était pour rien, singulièrement innocent de tout holocauste et n'en ayant même pas entendu parler. C'est là que le grotesque commence, aussi bien que la violence. Le sionisme, puis l'Etat d'Israël exigeront que les Palestiniens les reconnaissent en droit. Mais lui, l'Etat d'Israël, il ne cessera de nier le fait même d'un peuple palestinien. On ne parlerait jamais de Palestiniens, mais d'Arabes de Palestine, comme s'ils

s’étaient trouvés là par hasard ou par erreur. Et plus tard, on fera comme si les Palestiniens expulsés venaient du dehors, on ne parlera pas de la première guerre de résistance qu’ils ont menée tous seuls. On en fera les descendants d’Hitler, puisqu’ils ne reconnaissent pas le droit d’Israël. Mais Israël se réserve le droit de nier leur existence de fait. C’est là que commence une fiction qui devait s’étendre de plus en plus, et peser sur tous ceux qui défendaient la cause palestinienne. Cette fiction, ce pari d’Israël, c’était de faire passer pour antisémites tous ceux qui contesteraient les conditions de fait et les actions de l’Etat sioniste. Cette opération trouve sa source dans la froide politique de l’Etat d’Israël à l’égard des Palestiniens.

Israël n’a jamais caché son but, dès le début : faire le vide dans le territoire palestinien. Et bien mieux, faire comme si le territoire palestinien était vide, destiné depuis toujours aux sionistes. Il s’agissait bien de colonisation, mais pas au sens européen du XIXème siècle : on n’exploiterait pas les habitants du pays, on les ferait partir. Ceux qui resteraient, on n’en ferait pas une main d’œuvre dépendant du territoire, mais plutôt une main d’œuvre volante et détachée, comme si c’étaient des immigrés mis en ghetto. Dès le début, c’est l’achat des terres sous la condition qu’elles soient vides d’occupants, ou vidables. C’est un génocide, mais où l’extermination physique reste subordonnée à l’évacuation géographique : n’étant que des Arabes en général, les Palestiniens survivants doivent aller se fondre avec les autres Arabes. L’extermination physique, qu’elle soit ou non confiée à des mercenaires, est parfaitement présente. Mais ce n’est pas un génocide, dit-on, puisqu’elle n’est pas le « but final » : en effet ; c’est un moyen parmi d’autres.

La complicité des Etats-Unis avec Israël ne vient pas seulement de la puissance d’un lobby sioniste. Elias Sanbar a bien montré comment les Etats-Unis retrouvaient dans Israël une part de leur histoire : l’extermination des Indiens, qui,

là aussi ne fut qu'en partie directement, physique. Il s'agissait de faire le vide, et comme s'il n'y avait jamais eu d'Indiens, sauf dans des ghettos qui en feraient autant d'immigrés du dedans. A beaucoup d'égards, les Palestiniens sont les nouveaux Indiens, les Indiens d'Israël. L'analyse marxiste indique deux mouvements contraires du capitalisme : s'imposer constamment des limites, à l'intérieur desquelles il aménage et exploite son propre système ; repousser toujours plus loin ces limites, les dépasser pour recommencer en plus grand et en plus intense sa propre fondation. Repousser les limites, c'était l'acte du capitalisme américain, du rêve américain, repris par Israël et le rêve du Grand Israël sur les territoires arabe, sur le dos des Arabes.

Comment le peuple palestinien a su résister et résiste. Comment, de peuple lignager il est devenu nation armée. Comment il s'est donné un organisme qui ne le représente pas simplement, mais l'incarne, hors territoire et sans Etat : il y fallait un grand personnage historique qu'on dirait, d'un point de vue occidental, presque sorti de Shakespeare, et ce fut Arafat. Ce n'était pas la première fois dans l'histoire (les Français peuvent penser à la France libre, à cette différence près qu'elle avait au début moins de base populaire). Et ce qui n'est pas non plus pour la première fois dans l'histoire, c'est toutes les occasions où une solution, un élément de solution étaient possibles, que les Israéliens ont délibérément, sciemment détruits. Ils s'en tenaient à leur position religieuse de nier, non pas seulement le droit, mais le fait palestinien. Ils se lavaient de leur propre terrorisme en traitant les Palestiniens de terroristes venus du dehors. Et précisément parce que les Palestiniens n'étaient pas cela, aussi différents des autres Arabes que les Européens peuvent l'être en eux, ils ne pouvaient attendre des Etats arabes eux-mêmes qu'une aide ambiguë, qui se retournait parfois en hostilité et extermination, quand le modèle palestinien devenait pour eux dangereux. Les Palestiniens ont parcourir tous ces cycles infernaux de l'histoire : la faillite des

solutions chaque fois qu'elles étaient possibles, les pires retournements d'alliance dont ils faisaient les frais, les promesses les plus solennelles non tenues. Et de tout cela, leur résistance a dû se nourrir.

Il se peut que l'un des buts des massacres de Sabra et Chatila aient été de déconsidérer Arafat. Il n'avait consenti au départ des combattants, dont la force restait intacte, qu'à condition que la sécurité de leurs familles fût absolument garantie, par les Etats-Unis et même par Israël. Après les massacres, il n'y avait pas d'autre mot que « *shame* ». Si la crise qui s'ensuit pour l'OLP avait pour résultat à plus ou moins long terme, soit une intégration dans un Etat arabe, soit une dissolution dans l'intégrisme musulman, alors on pourrait dire que le peuple palestinien a effectivement disparu. Mais ce serait dans de telles conditions que le monde, les Etats-Unis et même Israël n'auraient pas fini de regretter les occasions perdues, y compris celles qui restent encore possibles aujourd'hui. A la formule orgueilleuse d'Israël : « Nous ne sommes pas un peuple comme les autres », n'a cessé de répondre le cri des Palestiniens, celui qu'invoquait le premier numéro de la *Revue d'études palestiniennes* : nous sommes un peuple comme les autres, nous ne voulons être que cela….

En menant la guerre terroriste du Liban, Israël a cru supprimer l'OLP et retirer son support au peuple palestinien, déjà privé de sa terre. Et peut-être y a-t-il réussi, puisque dans Tripoli encerclée il n'y a plus que la présence physique d'Arafat parmi les siens, tous dans une espèce de grandeur solitaire. Mais le peuple palestinien ne perdra pas son identité sans susciter à sa place un double terrorisme, d'Etat et de religion, qui profitera de sa disparition et rendre impossible tout règlement pacifique avec Israël. De la guerre du Liban, Israël lui-même ne sortira pas seulement moralement désuni, économiquement désorganisé, il se trouvera devant l'image inversée de sa propre intolérance. Une solution

politique, un règlement pacifique n’est possible qu’avec une OLP indépendante, qui n’aura pas disparu dans un Etat déjà existant, et ne se sera pas perdue dans les divers mouvements islamiques. Une disparition de l’OLP ne serait que la victoire des forces aveugles de la terre, indifférentes à la survie du peuple palestinien.

Revue d’études palestiniennes, 1984, n°10 : 3-5.

---

# Al Aqsa, ultime faux pas du gouvernement israélien ?

« En écho à la radicalisation du gouvernement israélien, le peuple palestinien intensifie sa résistance au point d’agir en dehors du cadre des partis politiques traditionnels palestiniens : l’entrée en résistance des Palestiniens de 1948, avec l’Intifadha des couteaux en 2015, en est l’illustration parfaite. Jérusalem apparaît désormais comme le champ de bataille ultime, où s’affrontent la politique de colonisation et le projet de résistance palestinien, qui, en dépit des apparences, ne cesse de se revigorer. »

**Par Lina Kennouche** (El Watan, 23 juillet 2017)

L’opération spectaculaire à proximité de la mosquée d’Al Aqsa à Jérusalem-Est et les affrontements entre Palestiniens et forces d’occupation qui s’en sont suivis ont ravivé les craintes chez les Israéliens d’une intifadha généralisée. Après l’attaque du 14 juillet qui a fait deux morts et un blessé parmi les policiers israéliens et coûté la vie à ses auteurs, les forces d’occupation ont mis à profit la dégradation du contexte sécuritaire pour renforcer leur emprise sur l’Esplanade des Mosquées.

Installation de portes de contrôle et fouilles systématiques sont les mesures de sécurité prises par les autorités israéliennes, mais les Palestiniens, en signe de protestation et de résistance à l'intrusion coloniale dans leur vie culturelle et religieuse, ont refusé d'accéder à l'Esplanade. Après le bouclage permanent et complet de la ville, la mise en œuvre d'une stratégie visant à réduire la population palestinienne à Jérusalem et augmenter la présence juive, cette nouvelle confrontation pourrait être le prétexte à une accélération de la politique de judaïsation de la ville.

En effet, les restrictions d'accès à la mosquée sont considérées par les Palestiniens comme une violation du statu quo trouvé depuis 1967 (et garanti par le droit international) entre les forces d'occupation israéliennes et l'autorité de la mosquée pour permettre aux fidèles de visiter le site religieux. Profitant du contexte, les colons ont redoublé d'activisme en appelant à une manifestation le 20 juillet pour s'emparer de la mosquée et concrétiser leur projet de construction du 3e temple qui impliquerait la destruction du Dôme du Rocher et de la mosquée Al Aqsa. Vendredi la tension a atteint un pic avec la décision de maintenir les portes équipées de détection de métaux aux abords de l'Esplanade et d'interdire l'accès à la vieille ville aux hommes de moins de 50 ans.

La politique de judaïsation accélérée s'inscrit en réalité dans une stratégie plus globale, que le sociologue israélien Baruch Kimmerling qualifie de «politicide» dans son ouvrage du même titre, à savoir «une stratégie politico-militaire, diplomatique et psychologique ayant pour but la dissolution du peuple palestinien comme entité économique, sociale et politique légitime et indépendante».

Baruch Kimmerling, analysant le défi démographique, montre que l'accroissement de la population palestinienne des Territoires occupés en 1948 et 1967 remet en cause la nature exclusivement juive de l'Etat israélien. Face à ce défi démographique,

l’émergence d’une coalition stable de la droite ultra nationaliste israélienne favorise la politique de destruction méthodique des conditions d’existence du peuple palestinien. Or, cette politique pourrait avoir un coût élevé pour Israël dans un contexte régional et interne profondément modifié.

La résistance, fait politique irréductible du système colonial, se renforce en raison des contradictions du système politique israélien qui le conduit à durcir chaque jour sa stratégie d’expansion et de judaïsation de la Palestine. Bien que le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, tente de parier aujourd’hui sur le soutien du président américain, Donald Trump, pour renverser le statu quo, le temps ne joue pas en faveur d’Israël. En écho à la radicalisation du gouvernement israélien, le peuple palestinien intensifie sa résistance au point d’agir en dehors du cadre des partis politiques traditionnels palestiniens : l’entrée en résistance des Palestiniens de 1948, avec l’intifadha des couteaux en 2015, en est l’illustration parfaite. Jérusalem apparaît désormais comme le champ de bataille ultime, où s’affrontent la politique de colonisation et le projet de résistance palestinien, qui, en dépit des apparences, ne cesse de se revigorer. La mobilisation populaire met également à nu le rôle historique de l’Autorité palestinienne qui se réduit à un appareil de répression au service de l’occupation pour démanteler les organisations de résistance palestiniennes.

En dépit de la gravité de la situation autour de l’Esplanade, le discours prononcé par le président de l’Autorité, Mahmoud Abbas, lors de sa rencontre à Pékin avec le chef de l’Etat, Xi Jinping, mardi, n’y a pas fait la moindre allusion. Dans un contexte où ses soutiens traditionnels sont divisés entre, d’un côté Israël et les Etats-Unis et, de l’autre, l’Egypte et les Emirats arabes unis pariant sur M. Dahlan pour remplacer M. Abbas, le scénario d’un embrasement généralisé pourrait accélérer l’implosion de l’Autorité.

L’évolution globale au Moyen-Orient, marqué par un changement

dans les rapports de force, une autonomisation relative des acteurs régionaux et des contradictions dans les rangs des puissances alliées, rendent la situation imprévisible. Un bouclage durable et étendu de l'Esplanade des Mosquées pourrait constituer le détonateur d'une révolte généralisée. Des organisations de résistance comme le Djihad islamique et le Hamas ont laissé entendre que toutes les options restaient ouvertes. Comme l'a noté le géostratège israélien Arnon Shoffer : «Les facteurs principaux qui menacent la survie d'une organisation ne s'incarnent pas dans un événement dramatique, spectaculaire, mais des processus lents, graduels, dont on n'a, en général, pas conscience.»

Aveugle à ses propres intérêts, Israël a atteint un seuil critique qui renforce la dynamique, imperceptible, à l'œuvre dans l'effondrement du système colonial. En 2007, dans un entretien accordé à Haaretz, l'ancien président de la Knesset, Avraham Burg, concluait déjà : «L'œuvre sioniste est bâtie sur de l'illusion. Pensez-vous sérieusement que Tel-Aviv va rester éternellement cette entité post-sioniste éthérée ? Israël n'est qu'un corps sans âme.»

source : http://www.elwatan.com/international/

photo : Comité Action Palestine

---

# Netanyahu à Paris : le consensus anti-palestinien

Comité Action Palestine (juillet 2017)

Le dirigeant de l'Etat colonial israélien, Benjamin Netanyahu, a été officiellement invité par le gouvernement français ce

dimanche 17 juillet 2017 pour commémorer la rafle du Vel d'Hiv de juillet 1942. Mais ce « devoir de mémoire », selon l'expression officielle et consacrée, est à bien des égards une entourloupe indigne et méprisable de la part d'un gouvernement qui se veut « en marche » mais qui déjà montre tous les signes d'une continuité de la politique pro-israélienne de la France. Quand on invite un criminel de guerre notoire (plus de 2000 Palestiniens tués pendant la guerre de Gaza de 2014), le planificateur de la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, celui qui affame l'ensemble de la Bande de Gaza par l'étau de l'embargo et qui *in fine* mène une répression coloniale contre l'ensemble du peuple palestinien, il apparaît que la commémoration de la déportation est un pur jeu diplomatique. Jeu diplomatique qui vise en réalité des effets tout autres. Il s'agit encore une fois de justifier l'injustifiable et d'associer la présence coloniale sioniste en Palestine aux crimes qui ont été commis pendant la Seconde Guerre Mondiale. C'est l'argument idéologique massue que la tradition idéologique sioniste martèle depuis des décennies ! Du côté de l'Etat français, après l'invitation de Donald Trump pour les cérémonies du 14 juillet, il est clair que l'on veut réaffirmer le positionnement pro-occidental et pro-israélien de l'Etat français. Comme Hollande qui avait promis le changement au début de son mandat, il semble bien que Macron et la République en Marche ne proposent rien d'autre que l'illusion du changement. A analyser la politique internationale, les fondamentaux de la politique impérialiste de la France n'ont pas bougé d'un iota. Enfin, l'invitation du leader sioniste sera sans doute l'occasion pour les dirigeants des deux Etats de discuter des enjeux du Moyen-Orient, de la Syrie et de l'Iran en particulier, et d'aligner leurs stratégies.

C'est pourquoi, nous, Comité Action Palestine, dénonçons la venue du leader sioniste Netanyahu comme une imposture politique, idéologique et diplomatique, comme une promotion de la colonisation israélienne, comme un acte contre le peuple

palestinien.

Source photo : https://www.almasdarnews.com

---

# La déclaration de Balfour ou le sionisme au cœur du projet impérialiste occidental

Comité Action Palestine

Il y a 100 ans, en 1917, la Grande Bretagne, par la voix de son Ministre des Affaires étrangères Arthur Balfour, se déclarait en faveur de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine. A la fin de la première guerre mondiale, le dépeçage de l'empire ottoman fut une étape majeure de l'influence des puissances impérialistes au Proche et Moyen Orient. En se fondant sur des faits historiques, cette analyse montre comment la déclaration Balfour, qui répondait aux exigences du mouvement sioniste et servait les intérêts impérialistes en garantissant une présence occidentale permanente dans cette région, est sans doute l'un des événements qui aura marqué le plus profondément le XX$^{ème}$ siècle.

En effet, dès la fin du XIX$^{ème}$, le sionisme, mouvement colonialiste juif, apparut en Europe. Son but était de créer un Etat pour les Juifs quelque part dans le monde. Le choix stratégique de la Palestine présentée par les sionistes comme « *terre sans peuple pour un peuple sans terre* » révéla un vaste projet colonial qui prolongeait l'impérialisme européen. Dès lors, les sionistes courtisèrent les dirigeants des grandes puissances, profitant de leurs rivalités pour faire

faire aboutir leur projet. Si la Grande Bretagne porte la plus grande responsabilité quant à la dépossession des Palestiniens, la France y prit une part non négligeable. Par la contribution au dépeçage de l'empire ottoman, ses prétentions impérialistes sur la Grande Syrie et la mise en échec des aspirations arabes à l'indépendance et à l'unité, l'Etat français joua également un rôle décisif sur l'avenir de cette région tant convoitée.

**Trente ans avant la déclaration de Balfour, le colonialisme juif s'installe en Palestine[1].**

La période de colonisation qui précède la déclaration de Balfour fut déterminante pour le destin de la Palestine car elle dessina le maillage du territoire par les colonies juives. La déclaration de Balfour vint entériner ce fait accompli et proposa un cadre politique à cette colonisation, ce qui facilita le processus.

Dès la fin du XIX$^{ème}$ siècle, les sionistes commencèrent à s'installer en Palestine dans des régions en plein développement économique, et où une grande partie des terres avaient été privatisées au profit de grands financiers et commerçants, Libanais pour la plupart. La première colonie juive fût installée en 1878. Suite à la création de l'organisation sioniste par Théodore Herzl, un nombre croissant de colons juifs s'installèrent en Palestine au début du XX$^{ème}$ siècle, et le Fonds national juif intensifia l'achat des terres aux grands propriétaires. Par exemple, une seule famille beyroutine, les Sursuq, et leurs associés, furent responsables à eux seuls de la vente de plus de 22% des terres palestiniennes avant 1948. Cette nouvelle vague de colonisation juive était beaucoup plus organisée, politique et militante. Les colons étaient décidés à créer une société exclusivement juive en Palestine. L'éviction des ouvriers agricoles arabes au profit d'ouvriers juifs se renforça, ce qui fut à l'origine des premiers heurts entre les fellahins et

les colons armés.

Avant la première guerre mondiale, les juifs représentaient moins de 10% de la population palestinienne. Pourtant le tracé de l'implantation des colonies juives constituait déjà l'armature stratégique et démographique du projet colonial sioniste qui allait se mettre en place sous la  protection des Britanniques.

**Pour garantir leur présence dans la région, les Britanniques cautionnent le projet sioniste[2].**

La première guerre mondiale donna l'occasion aux puissances occidentales, notamment la France et la Grande Bretagne, de renforcer leur présence militaire dans la région afin de combattre l'empire ottoman allié de l'Allemagne et d'y asseoir leur domination impérialiste. Les enjeux étaient énormes et la rivalité entre la Grande Bretagne et la France façonna leurs accords et le devenir de la Palestine. Les Britanniques, par l'intermédiaire de Sir Henry Mc Mahon, s'engagèrent auprès du Shérif Hussein de la Mecque à soutenir l'indépendance arabe et la création d'un Etat indépendant comprenant l'Irak et la Syrie en échange de son implication pour conduire la révolte arabe contre les Turcs. Pour les Arabes, la Palestine était partie intégrante de ce futur Etat. En parallèle Britanniques et Français menaient des négociations secrètes au sujet du dépeçage de l'empire ottoman. En garantissant les prétentions de la France sur une partie de la Syrie, l'accord secret dit de Sykes-Picot, conclu en mai 1916, proposait la division de la Palestine en quatre zones sous influence française, britannique et arabe, la dernière (Jérusalem et Naplouse) étant placée sous administration internationale.

Mais dans le cadre de leurs visées impérialistes, la création d'un foyer juif pouvait garantir l'emprise britannique sur la Palestine. Même si l'accord de Sykes-Picot ne faisait pas directement référence à ce projet, les négociateurs britanniques avaient de nombreuses relations avec les

principaux dirigeants sionistes. La Palestine présentait un caractère stratégique extrême pour la Grande Bretagne car elle permettait d'assurer le passage par le canal de Suez, ce qui de fait plaçait cette région au « centre de l'Empire britannique ». Il était donc nécessaire de maintenir coute que coute la mainmise britannique sur la Palestine. La création d'un Etat juif, que les Anglais envisageaient comme « faible », apparaissait alors comme la meilleure option pour servir de tampon et rompre la continuité arabe. De plus les Britanniques et les Français comptaient sur la communauté juive américaine pour convaincre le gouvernement américain de s'engager dans la guerre et le soutien au projet sioniste en représentait la contrepartie [3]. Restée discrète sur ce sujet pour ne pas démobiliser ses « alliés » arabes, la Grande Bretagne, par la voix de son ministre des Affaires Etrangères Arthur Balfour, se déclara officiellement en faveur de l'établissement d'un foyer juif en Palestine le 2 novembre 1917, quelques semaines avant la fin de la guerre :

« ….*Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif, et il emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui porte atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives de Palestine ainsi qu'aux droits et aux statuts politiques dont les Juifs jouissent dans les autres pays*»

Conformément à cette déclaration, les dirigeants politiques en Grande Bretagne mirent tout en place pour favoriser le colonialisme juif et donner satisfaction aux sionistes. Il était clair que le principe de libre choix des peuples énoncé à l'issue de la première guerre mondiale par les impérialistes ne concernait pas les Palestiniens, la déclaration de Balfour les reconnaissant uniquement comme une communauté non juive privée de droits politiques, et non comme le peuple arabe autochtone. Les enjeux internationaux étaient supérieurs aux

intérêts de la population arabe locale. De plus, le sionisme représentait un rempart contre les Arabes et les idées anticolonialistes que portaient certains penseurs musulmans depuis la seconde moitié du XIX$^{ème}$ siècle. Les Britanniques étaient ainsi résolus à imposer par la force le programme sioniste, tel que le souhaitaient ses instigateurs qui de leur côté mettaient déjà en place milices para-militaires et services de renseignement. Par ailleurs, l'idée du transfert de la population autochtone commençait à être énoncée ouvertement par les sionistes sans rencontrer d'opposition de la part des Britanniques. Sans surprise, le découpage de la région négocié par les puissances occidentales depuis quelques années fut entériné en 1920 à la Conférence de San Remo. La Grande Bretagne obtint le mandat britannique sur la Palestine y compris la Galilée, la Déclaration de Balfour étant reprise *in extenso* dans les articles du mandat. Plus qu'un mandat britannique, c'est un blanc-seing que les impérialistes donnèrent aux sionistes pour occuper la Palestine.

## Le sionisme profite de la rivalité franco-britannique pour l'hégémonie impérialiste au Proche Orient[3]

Malgré les négociations entre Britanniques et Français, chacun poursuivait sa propre stratégie pour étendre son influence au Proche et Moyen Orient. Ainsi le sionisme profita toujours des rivalités entre ces deux puissances pour l'hégémonie impérialiste sur la région. Dans le contexte de la désagrégation de l'empire ottoman, la France avait développé de nombreux intérêts économiques et géopolitiques avec la Syrie, Palestine comprise. Elle y intervenait régulièrement militairement pour soi-disant « protéger » les populations chrétiennes et avant le début de la première guerre mondiale, la France avait bon espoir de voir satisfaire ses ambitions impérialistes.

Même si les grandes fortunes juives investissaient dans la colonisation agricole en Palestine, le mouvement sioniste

était initialement peu implanté dans l'Hexagone. Mais pendant la première guerre mondiale, la vision française du sionisme changea progressivement. Fortement endettée auprès des banques américaines, la France souhaitait que le gouvernement des Etats Unis abandonnât son principe de neutralité pour participer à l'effort de guerre. Les sionistes étaient considérés comme des intermédiaires déterminants pour convaincre les USA. C'est dans ce contexte que la France exprima son soutien officiel au projet sioniste dès avril 1917. Pourtant ce soutien resta formel alors que celui des Britanniques se concrétisa par la déclaration de Balfour. L'entrée en Palestine des troupes britanniques fin 1917 fut une nouvelle marque de la rivalité entre les grandes puissances et de la volonté britannique de contrer les prétentions françaises dans la région. Par ailleurs le déclenchement de la révolte arabe et le projet de création d'un grand Etat arabe soutenu par les Britanniques contrarièrent un peu plus les prétentions coloniales françaises. Le gouvernement français craignait entre autres que ce mouvement d'indépendance n'affecte son empire au Maghreb. Globalement le rapport de force était très favorable aux Britanniques. Les négociations pour conclure un accord final sur le dépeçage de la région consistèrent alors pour la France à faire le moins de concessions possibles. Dans ce contexte, les Français hésitaient sur le soutien qu'ils devaient apporter aux sionistes. La faible adhésion initiale de la communauté juive française, la pression des mouvements catholiques et les risques de voir les juifs maghrébins se tourner vers le sionisme alors que les Français comptaient sur eux pour contrôler leurs colonies au Maghreb justifient leurs hésitations. Mais les pressions américaines firent pencher la balance. En février 1918, un soutien au foyer juif en Palestine fût énoncé dans un courrier officiel. Dès lors, la France n'eut de cesse de favoriser le projet sioniste, certainement pour tenter de limiter l'influence britannique. En échange du retrait du soutien britannique à la souveraineté arabe en Syrie, elle abandonna ses velléités sur la Palestine,

donna son accord au mandat britannique et précisa qu'elle n'était pas hostile à la formation d'un Etat juif. A San Remo, la France reçut le mandat sur la Syrie. Si elle renonçait à toute influence directe, elle joua un rôle considérable sur l'avenir de la Palestine par la manière dont elle imposa son diktat colonial sur la Syrie selon le principe de diviser pour mieux régner, et par celle dont elle géra sa rivalité avec la Grande Bretagne. Ainsi elle favorisa dans les années 30 et 40, la rébellion des colons sionistes contre les forces mandataires britanniques. Depuis lors, sa collaboration avec le sionisme alla crescendo, notamment de le cadre de sa lutte contre le nationalisme arabe en Syrie, en Egypte et au Maghreb en général et en Algérie en particulier.

## Conclusion

Ainsi en une trentaine d'années entre la fin du XIX$^{ème}$ et le début du XX$^{ème}$ siècle, étaient posées les bases géopolitiques qui allaient définir l'avenir de la Palestine, mais également de toute la région. Cette période fût aussi déterminante pour la prise de conscience des Palestiniens et des peuples arabes en général sur les dangers du sionisme, ainsi que la mise en place de la résistance palestinienne contre la dépossession. Initiée par les fellahins chassés de leur terre, la résistance devint rapidement le fait de toutes les couches de la société palestinienne. Elle prit rapidement un caractère nationaliste arabe contre les ottomans, puis contre les Britanniques. D'abord politique, elle se prépara très tôt à la lutte armée.

Aujourd'hui, cent ans après, la Grande Bretagne et la France ont perdu leur empire colonial, et ne jouent plus de rôle majeur au Proche Orient. La crise de Suez en 1956 a sonné le glas de la présence britannique dans cette région et malgré ses velléités, la France a perdu toute influence notable. Si les sionistes ont réussi à établir un Etat juif, ils n'ont pas réussi à faire disparaître la Palestine. Malgré le soutien indéfectible des puissances impérialistes, notamment les USA

et la France, ils n’ont pas réussi non plus à finaliser leur projet colonial de « Grand Israël » en raison d’une résistance continue depuis plus d’un siècle, des Palestiniens, des Arabes et de l’ensemble des peuples de la région. Depuis 1967, ils n’ont pas étendu leur emprise. En 1978, ils ont dû se retirer du Sinai, en 2000 du Sud Liban et en 2005 de Gaza. En parallèle, le mouvement de résistance palestinien, né aux premières heures de la dépossession, n’a cessé de se développer. Malgré les difficultés et ses erreurs stratégiques, ce dernier est aujourd’hui potentiellement plus puissant que jamais. Le renforcement actuel de l’axe de la résistance au sionisme composé de l’Iran, de la Syrie et du Hezbollah libanais joue également en sa faveur. Analysés à l’échelle d’un siècle, les rapports de force ont donc été largement modifiés, ce qui laisse envisager des perspectives encourageantes pour la libération de la Palestine.

---

[1] L’identité nationale palestinienne. La construction d’une conscience nationale moderne. R. Khalidi (2003). Ed. La Fabrique.

[2] Histoire de la Palestine. 1896-1940. A.W. Kayyali (1985). Ed. L’Harmattan

[3] Itinéraires de Paris à Jérusalem. La France et le conflit israelo-arabe (Tome 1 : 1917-1958). S. Kassir, F. Mardam-Bey (1992). Ed. Revues d’études palestiniennes

Source de la photo : http://tempsreel.nouvelobs.com/histoire/20161222.OBS3011/declaration-balfour-une-promesse-passee-presque-inapercue.html

---

# Anonymes martyrs de la guerre des six jours

Calendrier Palestine Libre 2017 : « Palestine, terre des martyrs »

Plus communément appelée Guerre des Six jours, la guerre de 1967 se déroula du 5 au 10 juin et opposa l'Etat colonial d'Israël à l'Égypte, la Jordanie et la Syrie. Il s'agit d'une guerre-éclair qui pendant des années a nourri le fantasme d'une armée israélienne invincible. En quelques jours la Palestine est entièrement occupée, ainsi que le Sinai égyptien et le Golan syrien. Les armées arabes sont défaites et on compte environ 20000 martyrs arabes.

Ce que les manuels d'histoire considèrent comme une éclatante victoire est un écran de fumée qui masque une fois de plus les crimes de guerre commis par l'entité sioniste. Cette guerre-éclair fût synonyme d'expulsions, d'exécutions sommaires de prisonniers et de massacres de villageois palestiniens. Ce fut comme toujours une occasion de supprimer des leaders politiques, des résistants, et de décimer la population dans le but d'occuper le plus de Palestine possible avec le moins de Palestiniens possible.

Épisode peu connu, le 8 juin 1967, le navire de guerre américain USS Liberty captait des communications entre les troupes israéliennes dans la bande de Gaza, faisant état d'exécutions de prisonniers égyptiens et de civils palestiniens. Le même jour, ce navire était gravement endommagé par l'armée israélienne. Ces crimes furent confirmés par des témoins oculaires et des fosses communes furent retrouvées en 1995 dans la région d'al-Arish, dans le Sinaï. On parle de centaines de personnes massacrées.

Les innombrables victimes palestiniennes n'ont jamais été

recensées et il est très difficile d’en retrouver les noms. Elles ne subsistent que dans la mémoire de ceux qui les ont connues et dont on ne recueille jamais la parole.

Il est de notre devoir de rappeler que les martyrs de cette guerre ne sont pas oubliés et qu’ils furent les victimes d’un chapitre parmi les plus sanglants du processus de dépossession, de nettoyage ethnique et de génocide à l’encontre des Palestiniens.

Comité Action Palestine (juin 2017)

---

# Nakba: lutter contre l’anéantissement

Calendrier Palestine Libre 2017 : « Palestine, terre des martyrs »

*« Quand les martyrs vont dormir, je me réveille et je monte la garde pour éloigner d’eux les amateurs d’éloges funèbres. Je leur souhaite » bonne patrie « , de nuages et d’arbres, de mirages et d’eau. »* M. Darwich

Bien avant le vote de résolution 181 des nations unies, le 29 novembre 1947, le nettoyage ethnique faisait partie du projet sioniste en Palestine. Des plans militaires avaient été préparés par la Haganah et dès le « plan de partage »voté, les forces paramilitaires juives lancent leur campagne d’épuration ethnique. Des milliers de palestiniens doivent fuir les bombardements et les massacres perpétrés par les forces armées de la Haganah, de l’Irgoun, de Stern et du Lehi. Les sionistes expulsent alors de leurs terres 800000 Palestiniens dont les ancêtres vivaient en Palestine depuis toujours. C’est

ce que les Palestiniens appellent la Nakba, la grande catastrophe.

Contrairement à la propagande sioniste, la population palestinienne se soulève dès la partition de la Palestine, dite « Plan de  partage ». Le 1er décembre 1947, à la suite des immenses manifestations d'opposition arabe dans tout le pays, le haut Comité Arabe décrète une grève générale de trois jours.

Le même jour, **Abdelkader Al Husseini**, qui avait participé à la grande révolte arabe en 1936, revient à Jérusalem avec une centaine de combattants entrainés en Syrie et qui encadreront son armée, la Jaysh Al jihad Al Muqaddas. Avec plusieurs milliers d'hommes,  une attaque d'envergure met en échec les sionistes, assiégés à Al Qods.  Al Husseini qui organisait le siège d'Al Qods tombe en martyr le 8 avril 1948 lors de la bataille pour la prise de la colline du Cassel. La mort de la plus grande personnalité militaire palestinienne marque hélas un tournant décisif.

Des martyrs moins connus tomberont à leur tour. Dans les semaines et les mois qui suivront, 418 villes et villages sont détruits, plus de 15000 palestiniens sont assassinés et dans plus de 70 villages, la population est entièrement massacrée. Le 9 avril, à Deir Yassin, les sionistes de l'IRGUN tuent 254 palestiniens, majoritairement des femmes, des enfants et des personnes âgées. A Lydda, le 11 juillet, des centaines de martyrs sont fusillés dans la mosquée Dahmash. Le 31 décembre, la Haganah et le Palmah investissent Balad al Sheik et Hawassa, à la périphérie de Haïfa : 76 victimes dont des femmes et des enfants.  Des dizaines d'autres massacres ont lieu comme à Balad Esh Sheikh, Sasa, Hul, El Dawayimeh, Tantura…  Le 15 octobre, l'un des pires massacres a lieu à Dawayma où 300 civils arabes sont assassinés. En Galilée, l'opération Hiram, lancée le 29 octobre, fera 70 martyrs assassinés de sang-froid.

A Yafa, **Salim Yafaoui,** membre du comité national organise la défense de la ville, mais il est arrêté, emmené dans un camp et froidement exécuté.

Comité Action Palestine (mai 2017)

Photo  : Deir Yassin www.palestineremembered.com

---

# Les prisonniers, deux fois martyrs

Calendrier Palestine Libre 2017 : « Palestine, terre des martyrs »

*« Ces 3 hommes sont morts comme des lions ! O mère continue de résister. Pour cette nation, nous avons donné nos vies, nos corps et nos âmes ! Et la couronne de la liberté et de la victoire nous attend»* Extrait d'un chant de résistance palestinien en l'honneur de **Fouad Hijazi, Mohammad Jamjoum** et **Ata Al-Zeir**, pendus le 17 juin 1930 par l'occupant britannique pour leur implication dans la révolution al-Buraq.

Si la prison est l'éventualité certaine du résistant, elle est parfois son tombeau. Les prisonniers assassinés par l'entité coloniale sont alors doublement martyrs de la cause palestinienne. Ils ont offert leur liberté, puis leur vie pour défendre leur terre. Partie essentielle de la résistance du peuple palestinien, ils en sont les héros. L'assassinat des prisonniers est une pratique perpétrée par l'occupant depuis les débuts de la résistance contre le colonialisme sioniste dans les années 30. La pendaison avant 1948, les exécutions sommaires au cours des arrestations ou pendant la détention, la torture et les mauvais traitements sont autant de façons de

mettre à mort les résistants. L'armée israélienne aurait même exécuté froidement plusieurs dizaines de prisonniers de guerre arabes juste après leur capture. Les grèves de la faim que mènent les détenus comme moyen de revendication peuvent aussi leur être fatales. Les prisonniers martyrs sont innombrables et souvent anonymes. On en compte plus de 200 depuis 1967, dont 70 sont tombés sous la torture.

Que ceux dont on honore encore les noms aujourd'hui soient les symboles de leur sacrifice à tous !

**Yousef Jabali, Younes Abu Sbitan, Awn al-Ar'ir, Muhammad al-Khajawa, Ibrahim Ra'il, Khadr Tarazi, Mustafa Akawi, Atiya Za'anin, Khaled Sheikh Ali, Abdel Samad Hurayzat….** morts sous la torture dans les prisons sionistes.

**Hajj Ramadan al-Banna, Umar Awadallah, Uram Abu Khalaf, Ishad Maragha, Rasem Halawi, Ali Jaafari, Anis Dawla, Salah Abbas, Salim Abu Sbeih, Umar Qasem, Qandil Alwan, Hussayn Ubaydat, Yousef Ar'ir, Muhammad Dahamine, Walid Amrou, Bashir Uways, Jawad Adel Abu Mghayseb…**morts du fait de la négligence médicale.

**Qasim Ahmad Al-Jaabari, Ahmad Abu Dly, Aris Abu Aya, Ali Abu Sultan, Hasan Abu Rakba, Islam Toubassi…** assassinés après leur arrestation.

**Asaad Jabra Shawa, Ali Ibrahim Samoudi, Nidal Zudhi Dib, Abdallah Muhammad Abu Mahrouqa…** exécutés dans leurs cellules par leurs geôliers.

**Abdel Qader Jabir Ahmad Abu Al-Fahim, Rasim Mohammad Halaweh, Ali Shehadeh Mohammad Al-Ja'fari, Anis Mahmoud Douleh, Ishaq Mousa Al-Maraghah, Hussein As'ad Ubeidat,** martyrs des grèves de la faim dans les prisons sionistes .

Comité Action Palestine (avril 2017)

# La Naqsa marque la fin de l’expansion sioniste en Palestine

Comité Action Palestine, juin 2017

Selon des plans qui existaient depuis la création de l’Etat-colonie Israël, une nouvelle Nakba s’abattait sur le peuple palestinien le 6 juin 1967. L’entité sioniste occupa alors l’ensemble de la Palestine historique, y compris al-Quds, ainsi que les hauteurs du Golan syrien et le Sinaï égyptien. La mise en place d’un gouvernement militaire pour ces territoires avait été préparée dès 1963.

Comme en 1948, les forces militaires juives bombardèrent de nombreuses régions sans aucun intérêt stratégique militaire. Le seul objectif était de faire fuir la population palestinienne et de poursuivre l’épuration ethnique pour donner réalité au « rêve sioniste du Grand Israël ».

Selon des ordres du général Yitzhak Rabin, plusieurs villes et villages palestiniens furent entièrement détruits. La totalité du quartier marocain dans la vieille ville d’Al-Quds, jouxtant le Mur occidental du Haram esh Sharif, fut réduite à néant pour laisser place à l’Esplanade des Lamentations.

Dans un processus qui visait à terminer le travail d’épuration ethnique démarré 20 ans plus tôt, 400 à 450 000 Palestiniens furent expulsés par la force en juin 1967, la moitié d’entre

eux étant déjà des réfugiés de 1948. Les camps de réfugiés de Ein as-Sultan, Aqbat Jabr, Nuweimeh et de al Ajajra près de Jéricho furent bombardés et le camp de Karameh sur la rive orientale du Jourdain totalement détruit en 1968.

Mais en 1967, contrairement à ce qui s'est passé au moment de la Nakba, la majorité de Palestiniens des nouveaux territoires occupés resta en place. Malgré tous les plans mis en œuvre pour finir le nettoyage ethnique, le cauchemar commençait alors pour l'entité sioniste car son projet colonial et raciste en Palestine n'irait pas plus loin. Depuis, le processus s'est même inversé puisque l'entreprise sioniste n'a cessé de reculer sous les coups de la résistance en 2000 au Liban, puis en 2005 à Gaza. Ne craignant ni la répression, ni les guerres sanglantes menées par les sionistes, les Palestiniens résistent inlassablement. Instaurant dorénavant la peur au sein de la société coloniale, les formes actuelles prises par la résistance sont un facteur supplémentaire de déstabilisation de l'entité usurpatrice.

Cent ans après la déclaration de Balfour, l'impérialisme occidental est contraint de redoubler d'efforts pour pallier l'affaiblissement de son avant-poste au Moyen Orient et maintenir son hégémonie dans la région. Il s'agit alors de mater toutes les résistances, qu'elles viennent des peuples ou des Etats. Dans ce contexte, la Syrie tient bon. Depuis six ans, et malgré toutes les tentatives de déstabilisation et la propagande orchestrées de l'étranger, les puissances occidentales ont totalement échoué à détruire l'axe de la résistance (Iran, Liban, Gaza, Syrie) épaulé par la Russie. Le nouveau rapport de force issu de ce conflit, faisant obstacle aux plans impérialistes et sionistes, doit maintenant s'inscrire dans la durée car force est de constater que l'impérialisme ne recule devant aucune atrocité pour arriver à ses fins.

En ce 50ème anniversaire de la Naqsa, la détermination des peuples est toujours victorieuse face à l'injustice que

représentent le colonialisme et l'impérialisme. Près de 70 ans après la Nakba, la Palestine est toujours au centre des revendications des mouvements révolutionnaires dans les pays arabes et des choix stratégiques des Etats de la région. Ce constat est celui de l'échec du projet sioniste et annonce sa fin prochaine. Vive la résistance du peuple palestinien et des peuples arabes.

Comité Action Palestine

---

# « Le sionisme en marche »

Comité Action Palestine – mai 2017

Alors qu'Emmanuel Macron vient juste d'être élu président de la République, l'investiture des candidats aux législatives pour le mouvement « En Marche » trace clairement la ligne qui sera suivie par le nouveau chef de l'Etat quant aux relations avec Israël. Quatre candidats ont été écartés à la demande du CRIF et de la LICRA pour leurs positions pro-palestiniennes. Par ailleurs, il avait été envisagé que le directeur de « l'association pour le bien-être du soldat israélien » soit investi dans la 5ème circonscription des Hauts de Seine.

Issu de la Banque Rothschild qui a financé le colonialisme en Palestine dès la fin du XIXème siècle, Emmanuel Macron est le Président voulu par les grands groupes financiers et industriels qui orientent la politique étrangère actuelle, fondée sur un soutien inconditionnel à Israël. Depuis un siècle, cette politique est constante.  Son prédécesseur, François Hollande, a déclaré son amour pour Israël et n'a pas hésité à interdire des manifestations de soutien aux Palestiniens lors de la dernière guerre de Gaza. Emmanuel

Macron a d'ailleurs annoncé lors de la campagne présidentielle, qu' « il ne servait à rien de reconnaître un Etat palestinien ».

Sous prétexte de faire barrage au « fascisme », des pro-palestiniens de façade ont appelé à voter pour le candidat d'« En Marche ». Ils ont ainsi donné de la légitimité à un allié du sionisme, mouvement politique dont les méthodes et la violence n'ont rien à envier au fascisme historique. Effrayés par le Front National, ils ont oublié nos frères de Palestine spoliés, massacrés, emprisonnés par les sionistes. Par un calcul de court terme, ils ont privilégié leurs propres intérêts en sacrifiant ceux des Palestiniens.

Dans un contexte où la criminalisation de l'antisionisme sera plus que jamais la règle, le Comité Action Palestine estime que le soutien au peuple est un principe non-négociable, qu'il doit être total et inconditionnel. Il rappelle que son action repose sur un anticolonialisme sans concession et qu'il soutient de manière inconditionnelle la lutte des prisonniers palestiniens et la résistance populaire pour la libération de la terre arabe de Palestine.

---

# « La Palestine nous appartient et nous ne nous en séparerons jamais »

Commémoration de la Nakba – Comité Action Palestine

Le 14 mai 1948, jour de la « création de l'Etat israélien », est commémorée par les Palestiniens comme la Nakba, la Catastrophe. Cinq cents villages détruits, 800 000

Palestiniens expulsés de leurs terres, de très nombreux massacres, les sionistes franchissaient alors une étape majeure dans leur projet colonial entrepris dès la fin du XIXème siècle. Cautionné par les puissances occidentales, le mythe sioniste selon laquelle la Palestine était «une terre sans peuple pour un peuple sans terre» a constitué l'un des plus grands mensonges de l'histoire et a servi de justification à la politique sioniste de colonisation et d'épuration ethnique.

**La Nakba : une épuration ethnique programmée**

En recommandant la partition de la Palestine, la Résolution 181, adoptée par l'ONU le 29 novembre 1947, est l'acte fondateur de la Nakba. Elle attribue aux Juifs 56 % du territoire palestinien, alors que démographiquement, ils représentent moins du tiers de la population et possèdent jusqu'alors à peine 7 % des terres. Légitimement refusée par les Palestiniens, elle permet aux sionistes de rendre effective leur stratégie de spoliation et de domination du pays. Supérieurs militairement, les sionistes craignent malgré tout l'union entre la population palestinienne et les armées arabes. Selon des plans préétablis, ils conduisent dès fin 1947 une politique de terreur afin d'accélérer le nettoyage ethnique et le vol des terres, pratiquant ainsi la politique du fait accompli. Parmi les villages détruits, Deir Yassine reste le plus symbolique, avec ses 250 habitants massacrés le 9 avril 1948 et constitue le prélude de la déportation de l'ensemble des villageois. La Nakba, c'est ainsi 60% des Palestiniens expulsés de leurs terres sans que leur droit au retour ne soit jamais reconnu. Niés de tous, les réfugiés palestiniens, qui sont aujourd'hui 7,2 millions, attendent toujours de rentrer chez eux et représentent la mémoire vivante de la Nakba.

**La négation du peuple palestinien est au cœur du projet sioniste**

« *Nous devons exproprier les propriétés privées. Nous devons inciter la population démunie à traverser la frontière en la privant d'emploi dans notre pays et en lui procurant un emploi dans les pays d'accueil. Le processus d'expropriation et le retrait des pauvres doit être menés discrètement et avec circonscription* » Théodore Herzl, 1895

Dès sa conception, le sionisme n'a jamais eu d'autres buts que le nettoyage ethnique de la Palestine afin de créer un Etat « exclusivement juif ». Terre conquise et non terre promise, telle est la réalité de cette colonisation initiée à la fin du XIXème siècle et qui se poursuit quotidiennement depuis plus d'un siècle. Selon la vision colonialiste et raciste de l'Occident, cette terre serait dépourvue d'un peuple dont l'existence et les aspirations devraient être prises en compte. Mais cette terre n'a jamais été vide et les Palestiniens représentent un obstacle à la concrétisation du projet sioniste. Enoncée par plusieurs fondateurs du mouvement sioniste, l'idée de transfert est un objet de discussion entre l'Organisation Sioniste Mondiale et les autorités mandataires britanniques. Finalement l'option du transfert apparait comme la solution, elle est approuvée et planifiée par les dirigeants sionistes à la fin des années 30. Moins de dix ans ont suffi à mettre en œuvre cette dépossession programmée au vu et au su de tous. Toute autre justification de la Nakba ne peut apparaitre que comme une négation de l'histoire.

**La déclaration de Balfour offre un cadre « officiel » à la colonisation sioniste de la Palestine**

La fondation du mouvement sioniste, à la fin du XXI$^{ème}$ siècle, révèle un vaste projet colonial qui prolonge l'impérialisme occidental. Dans ce contexte, les sionistes courtisent les dirigeants des grandes puissances, profitant de leurs rivalités dans le contexte du dépeçage de l'empire ottoman. Ainsi en 1917, la Grande Bretagne, par la voix de son Ministre des Affaires étrangères Arthur Balfour, se déclare en faveur

de l’établissement d’un foyer national juif en Palestine et promet de mettre tout en œuvre pour faciliter la réalisation de cet objectif. La déclaration Balfour qui offre un cadre officiel à la colonisation de la Palestine apparait comme une synthèse des intérêts sionistes et des intérêts impérialistes. Outil de l’impérialisme pour garantir une présence occidentale permanente dans cette région, le mouvement sioniste saura se servir de ce statut et exploitera à ses fins les rivalités entre ces puissances occidentales, notamment entre l’Angleterre et la France. Ainsi, peu avant la Nakba, le soutien croissant de la France s’inscrira dans le combat mené par les sionistes pour se débarrasser de la puissance mandataire anglaise.

**Depuis plus d’un siècle, la Résistance populaire fait face au sionisme**

Dès le début de la colonisation juive en Palestine, le peuple palestinien va combattre l’ennemi sioniste en mobilisant tous les moyens à sa disposition. Ses objectifs sont exprimés dans ce communiqué du Comité islamo-chrétien de Yaffa en 1918 : « *Nous ne pourrons jamais supporter d’être soumis, au contraire, nous maintiendrons nos droits nationaux jusqu’à la mort […] La Palestine nous appartient et nous ne nous en séparerons jamais* ». Au cours de cette résistance séculaire, le peuple a toujours été la force motrice et a toujours choisi les organisations qui soutenaient ce projet de libération de la terre arabe de Palestine. Ainsi au fil des années, toutes les structures qui ont voulu négocier avec l’ennemi et réduire les ambitions nationales ont été marginalisées. Aujourd’hui cette résistance est plus forte que jamais à la fois sur le plan militaire et sur celui de la mobilisation des masses. En attestent la défense victorieuse pendant les guerres de Gaza (2009-2012-2014), les actions héroïques des jeunes palestiniens durant l’Intifada des couteaux (depuis 2015) ou le mouvement de grève de la faim que les prisonniers palestiniens (depuis le 17 avril 2017). Le peuple palestinien

a aussi appris par sa résistance qu’il n’y a rien à attendre de la soi-disant « communauté internationale », notamment des puissances occidentales dont les objectifs impérialistes restent les mêmes. A l’instar des peuples qui se sont libérés du joug du colonialisme, il ne peut compter que sur sa propre détermination !

Le **Comité Action Palestine** le soutient sur ce chemin et réaffirme les quatre principes suivants :

- La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.
- Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son auto-détermination et son indépendance nationale.
- La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.
- La libération de tous les résistants emprisonnés et de Georges Ibrahim Abdallah, résistant de la cause palestinienne détenu depuis 33 ans dans les geôles de l’Etat français, alors qu’il est libérable depuis plus de 10 ans.

14 mai 2017